

Autorité Contractante : Assemblée nationale



**Section I - Avis de demande de renseignements et de prix (ADRP)
(RELANCE)**

Avis n° : 003-24/AN/PT/SGA/PRMP/A-PRMP/S-PRMP du 11/03/2024

Objet : recrutement de prestataires de services pour la conclusion d'un accord cadre relatif à l'entretien, à la réparation et à la maintenance du mobilier et matériel (autres qu'informatiques), des outillages techniques, des installations (électriques, climatiseurs, sanitaires, plomberies, ascenseurs) de l'Assemblée nationale, au titre des années 2024, 2025 et 2026.

Référence de la DRP : S_ AN _2.2

NOTIFIE AU MAITRE D'OUVRAGE
Porto-Novo, le 07/05/24
Pour Lancement de l'Avis

1. Cet Avis de relance de Demande de Renseignements et de Prix (ADRP) fait suite à l'absence de plis constatée pour les lots 6, 7 et 8 lors de l'ouverture des plis en date du 28 mars 2024 et suite à la révision du Plan de Passation des Marchés Publics, version n°2 de l'Assemblée nationale publié sur le site web de l'Assemblée nationale et affiché sur tous les sites du parlement béninois le 17 avril 2024.
2. L'Assemblée nationale a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds du Budget National, afin de financer ses projets, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement de prestataires de services pour la conclusion d'un accord cadre relatif à l'entretien, à la réparation et à la maintenance du mobilier et matériel (autres qu'informatiques), des outillages techniques, des installations (électriques, climatiseurs, sanitaires, plomberies, ascenseurs) de l'Assemblée nationale, au titre des années 2024, 2025 et 2026.
3. L'Assemblée nationale sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour fournir des services relatifs à l'entretien, à la réparation et à la maintenance du mobilier et matériel (autres qu'informatiques), des outillages techniques, des installations (électriques, climatiseurs, sanitaires, plomberies, ascenseurs) de l'Assemblée nationale, au titre des années 2024, 2025 et 2026 (Relance lots 6, 7 et 8).

BON A LANCER
CCMP / AN

Les trois lots faisant objet de la relance sont :

- Lot 6 : recrutement d'un prestataire de services pour la conclusion d'un accord cadre relatif à l'entretien, la réparation et divers travaux de plomberie au profit de l'administration parlementaire au titre des années 2024, 2025 et 2026.



Bobwa F. YAKHO AHOGA

CELLULE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS
(CCMP)

BON A LANCER

Retiré, le Mardi 07 Mai 2024

Nom VLAD NOU

Prénoms Lionel Mahougnon

Signature

- Lot 7 : recrutement d'un prestataire de services pour la conclusion d'un accord cadre relatif à l'entretien et à la réparation des circuits électriques, des brasseurs d'air et divers travaux d'électricité au profit de l'administration parlementaire au titre des années 2024, 2025 et 2026.
- Lot 8 : recrutement d'un prestataire de services pour la conclusion d'un accord cadre relatif à l'entretien et à la réparation de mobiliers et matériels de bureau et divers travaux de menuiserie au profit de l'administration parlementaire au titre des années 2024, 2025 et 2026.

Les entretiens et réparations se feront au domicile du Président de l'Assemblée nationale, au domicile des Questeurs, au Secrétariat Général Administratif de l'Assemblée nationale, Porto-Novo, quartier Oganla, au Palais des Gouverneurs, Porto-Novo, quartier Oganla, au bâtiment de l'UNACEB, Porto-Novo, quartier Houédacomey , au Bâtiment abritant la Cellule d'Audit Interne, Porto-Novo, quartier Avakpa, au bâtiment des Conseillers Techniques et Chargés de Mission, Porto-Novo, quartier Oganla et au Bâtiment abritant l'IPaB, Porto-Novo, quartier Dangbéklounon.

Un candidat peut soumissionner pour les trois (03) lots et peut en être attributaire s'il dispose des capacités financières et techniques conformément aux critères de qualification de chacun des trois (03) lots.

Les prestations s'étendent sur toute l'année à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage.

La présente procédure aboutira à la signature d'un accord cadre mono attributaire d'une durée de trois (03) ans au maximum non renouvelable avec le prestataire qui serait sélectionné. Ledit accord cadre sera mis en œuvre par émission de bons de commande successifs sur l'ensemble de sa période de couverture, conformément à l'article 41 de la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin. Le délai d'exécution des bons de commande sera précisé dans chaque bon de commande.

Les prix indiqués dans les bons de commande tiendront compte des prix unitaires mensuels proposés lors de la signature de l'accord cadre.

Les variantes ne seront pas prises en compte.

4. Les exigences en matière de qualification sont :

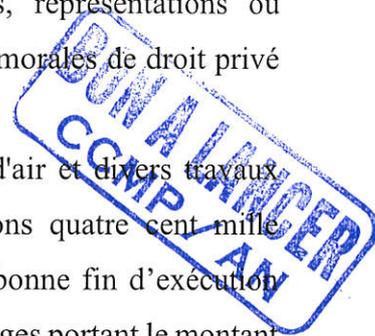
a. Pour les anciennes entreprises

➤ ***Capacités Techniques***



Le Candidat doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences techniques ci-après :

- être une entreprise ou groupement solidaire d'entreprises spécialisé dans le domaine de tous travaux de plomberie (lot 6), tous travaux d'électricité (lot 7) et tous travaux de menuiserie (lot 8) justifié par le registre de commerce ou les statuts de l'entreprise ;
- avoir exécuté, au cours des trois (03) dernières années (2021, 2022 et 2023) et de l'année en cours, en tant que prestataire principal au moins un (01) marché portant sur :
 - ✓ l'entretien, la réparation et divers travaux de plomberie et d'une valeur minimale hors TVA de deux millions quatre cent mille (2 400 000) francs CFA pour le lot 6, justifié par l'attestation de bonne fin d'exécution appuyée de la copie du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) ou du procès-verbal de réception appuyé de la copie du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) signé par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé montrant qu'il a exécuté lesdits marché ;
 - ✓ l'entretien et la réparation des circuits électriques, des brasseurs d'air et divers travaux d'électricité et d'une valeur minimale hors TVA de deux millions quatre cent mille (2 400 000) francs CFA pour le lot 7, justifié par l'attestation de bonne fin d'exécution appuyée de la copie du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) ou du procès-verbal de réception appuyé de la copie du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) signé par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé montrant qu'il a exécuté lesdits marchés.;
 - ✓ l'entretien et la réparation de mobiliers et matériels de bureau et divers travaux de menuiserie et d'une valeur minimale hors TVA de deux millions quatre cent mille (2 400 000) francs CFA pour le lot 8, justifié par l'attestation de bonne fin d'exécution appuyée de la copie du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) ou du procès-verbal de réception appuyé de la copie du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) signé par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé montrant qu'il a exécuté lesdits marchés ;



- le soumissionnaire doit satisfaire aux exigences de capacités techniques en apportant la preuve qu'il dispose du personnel nécessaire à savoir :

✓ **pour le lot 6** : au moins deux (02) ouvriers professionnels dans le domaine de la plomberie, ayant au moins deux (02) années d'expériences dans le domaine et ayant participé à l'exécution d'au moins un (01) marché d'entretien et/ou de réparation de plomberie, appuyés des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;

✓ **pour le lot 7** : au moins deux (02) ouvriers professionnels dans le domaine d'électricité, ayant au moins deux (02) années d'expériences dans le domaine et ayant participé à l'exécution d'au moins un (01) marché d'entretien et /ou de réparation en électricité, appuyés des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;

✓ **pour le lot 8** : au moins deux (02) ouvriers professionnels dans le domaine de la menuiserie, ayant au moins deux (02) années d'expériences dans le domaine et ayant participé à l'exécution d'au moins un (01) marché d'entretien et/ou de réparation en menuiserie, appuyés des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu)

- Le soumissionnaire doit disposer du minimum de matériels et équipements suivants :

✓ **pour le lot 6** : Perceuse, mètre, truelle, marteau, scie, pot de colle, burin, tournevis, clés à serrer ;

✓ **pour le lot 7** : Meule, perceuse, pince, testeur, multimètre, truelle, tamponnoir, pioche, marteaux et burins;

✓ **pour le lot 8** : Perceuse, tournevis à charger, serre joint, mètre, équerre, rabot métallique, scie, marteau, tenaille, vibrequin manuel, vibrequin à courant, défonceuse, scie sauteuse, meule

NB : Les preuves d'appartenance de ces matériels doivent être fournies. En cas de location, le contrat de location doit être fourni en plus des preuves de propriété des matériels objets de location.



➤ **Exigences d'ordre financier :**

Le Candidat doit :

- fournir une attestation de capacité financière délivrée par une banque ou un organisme financier agréé en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin justifiant qu'il dispose d'avoires liquides sous forme de fonds propre ou de lignes de crédit à hauteur de :
 - ✓ deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (266 667) de francs CFA pour le lot 6 ;
 - ✓ deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (266 667) de francs CFA pour le lot 7 ;
 - ✓ deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (266 667) de francs CFA pour le lot 8.
- fournir les états financiers (quinze premières pages) des trois (03) dernières années (2021, 2022 et 2023), présentés par un comptable employé de l'entreprise et attestés par un membre de l'ordre des Experts comptables et comptables agréés et portant la mention DGI ; la page de certification du membre de l'OECCA du Bénin et celle portant la mention de la DGI doivent être en original ou en copie légalisée.

NB : Cette attestation de capacité financière doit être confirmée à l'émission de chaque bon de commande sur la durée de l'accord cadre.



b. Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois années d'existence

➤ **Capacités techniques**

- être une entreprise ou groupement solidaire d'entreprises spécialisé dans le domaine de tous travaux de plomberie (lot 6), tous travaux d'électricité (lot 7) et tous travaux de menuiserie (lot 8) justifié par le registre de commerce ou les statuts de l'entreprise ;
- le candidat doit fournir la liste des qualifications et les références professionnelles d'un personnel d'encadrement composé d'au moins un responsable commercial et/ou financier de niveau BAC + 3 ans en gestion financière et ayant participé au cours des trois (03) dernières années (2021, 2022 et 2023) et de l'année en cours, à l'exécution d'au moins un (01) marché relatif à :
 - ✓ l'entretien, la réparation et divers travaux de plomberie et d'une valeur minimale hors TVA de deux millions quatre cent mille (2 400 000) francs CFA pour le lot 6, appuyé des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;
 - ✓ l'entretien et la réparation des circuits électriques, des brasseurs d'air et divers travaux d'électricité et d'une valeur minimale hors TVA de deux millions quatre cent mille (2 400 000) francs CFA pour le lot 7, appuyé des preuves (curriculum vitae daté et signé

par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;

- ✓ l'entretien et la réparation de mobiliers et matériels de bureau et divers travaux de menuiserie et d'une valeur minimale hors TVA de deux millions quatre cent mille (2 400 000) francs CFA pour le lot 8, appuyé des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;
- le soumissionnaire doit satisfaire aux exigences de capacités techniques en apportant la preuve qu'il dispose du personnel nécessaire à savoir :
 - ✓ **pour le lot 6** : d'au moins deux (02) ouvriers professionnels dans le domaine de la plomberie, ayant au moins trois (03) années d'expériences dans le domaine et ayant participé à l'exécution d'au moins un (01) marché d'entretien et /ou de réparation de plomberie appuyé des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;
 - ✓ **pour le lot 7** : d'au moins deux (02) ouvriers professionnels dans le domaine d'électricité, ayant au moins trois (03) années d'expériences dans le domaine et ayant participé à l'exécution d'au moins un (01) marché d'entretien et /ou de réparation en électricité appuyé des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu) ;
 - ✓ **pour le lot 8** : d'au moins deux (02) ouvriers professionnels dans le domaine de la menuiserie, ayant au moins trois (03) années d'expériences dans le domaine et ayant participé à l'exécution d'au moins un (01) marché d'entretien et /ou de réparation en menuiserie appuyé des preuves (curriculum vitae daté et signé par chaque agent proposé, attestation/certificat de travail précisant les expériences du personnel et copie de la carte nationale d'identité de chaque agent proposé ou tout autre document tenant lieu).
- Le soumissionnaire doit disposer du minimum de matériels et équipements suivants :
 - ✓ **pour le lot 6** : Perceuse, mètre, truelle, marteau, scie, pot de colle, burin, tournevis, clés à serrer ;
 - ✓ **pour le lot 7** : meule, perceuse, pince, testeur, multimètre, truelle, tamponnoir, pioche, marteaux et burins ;

- ✓ *pour le lot 8 : Perceuse, tournevis à charger, serre joint, mètre, équerre, rabot métallique, scie, marteau, tenaille, vibrequin manuel, vibrequin à courant, défonceuse, scie sauteuse, meule.*

NB : Les preuves de propriété de ces matériels doivent être fournies. En cas de location, les preuves de promesse de location doivent être fournies en plus des preuves de propriété des matériels objet de location.



➤ **Capacités financières :**

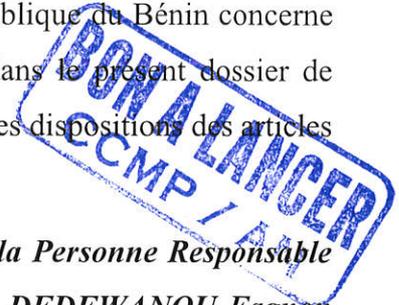
- *Le candidat doit fournir le bilan d'ouverture et les états financiers (quinze premières pages) de leurs années d'existence, présentés par un comptable employé de l'entreprise et attestés par un membre de l'ordre des Experts comptables et comptables agréés et portant la mention DGI ; la page de certification du membre de l'OECCA du Bénin et celle portant la mention de la DGI doivent être en original ou en copie légalisée ;*
- *Le candidat doit fournir l'assurance des risques professionnels en cours de validité couvrant un risque professionnel de montant minimum hors taxes égal à :*
 - ✓ **Quatre millions huit cent mille (4 800 000) francs CFA pour le lot 6 sur la durée d'exécution de l'accord cadre ;**
 - ✓ **Quatre millions huit cent mille (4 800 000) francs CFA pour le lot 7 sur la durée d'exécution de l'accord cadre ;**
 - ✓ **Quatre millions huit cent mille (4 800 000) francs CFA pour le lot 8 sur la durée d'exécution de l'accord cadre.**
- *Le candidat doit fournir une attestation de capacité financière délivrée par une banque ou un organisme financier agréé en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin justifiant qu'il dispose d'avoirs liquides sous forme de fonds propre ou de lignes de crédit à hauteur de :*
 - ✓ *deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (266 667) de francs CFA pour le lot 6 ;*
 - ✓ *deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (266 667) de francs CFA pour le lot 7 ;*
 - ✓ *deux cent soixante-six mille six cent soixante-sept (266 667) de francs CFA pour le lot 8.*

NB : Cette attestation de capacité financière doit être confirmée à l'émission de chaque bon de commande sur la durée de l'accord cadre.

- **L'autorité contractante se réserve le droit de vérifier l'authenticité des références techniques (attestations de bonne fin d'exécution présentées et autres preuves) présentées par les candidats auprès des autorités contractantes bénéficiaires des prestations indiquées, de la garantie de soumission et de l'attestation de capacité financière auprès de l'institution financière habilitée.**

Voir le document de Demande de Renseignements et de Prix pour les informations détaillées.

5. Le délai d'exécution de chaque lot est de trois (03) ans maximum conformément à l'accord cadre.
6. La participation à cette demande de renseignements et de prix telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent dossier de Demande de renseignements et de prix et qui ne sont pas frappés par les dispositions des articles 61 et 121 de ladite loi.
7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de *la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'Assemblée nationale, Monsieur DEDEWANOU Fagnon Damien, email : fagnondedewanou@gmail.com* et prendre connaissance de la demande de renseignements et de prix à l'adresse mentionnée ci-après : *Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'Assemblée Nationale sis dans le bâtiment abritant le PARCPOGE/PNUD, vons de la banque BOA en allant vers Maria Tokpa, 2è immeuble carrelé à droite, bureau situé au 1er étage, Porto-Novo, quartier Houédakomey, tous les jours ouvrables de 08 h à 12 h 30 mn et de 14 h à 17h 30 mn, heure locale (GMT+1)* et/ou sur le site web www.assembleenationale.bj de l'Assemblée nationale.
8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier complet de demande renseignements et de prix à compter du Mercredi 08 / Mai /2024. Le dossier de demande de renseignements et de prix en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics : *Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'Assemblée Nationale sis dans le bâtiment abritant le PARCPOGE/PNUD, vons de la banque BOA en allant vers Maria Tokpa, 2è immeuble carrelé à droite, bureau situé au 1er étage, Porto-Novo, quartier Houédakomey, tous les jours ouvrables de 08 h à 12 h 30min et de 14 h à 17 h 30min, heure locale (GMT+1)*. Le dossier de demande de renseignements et de prix sera adressé aux candidats à leurs frais par courrier express recommandé. Ce dossier peut être téléchargé sur le site web : www.assembleenationale.bj ou obtenu par voie électronique à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier. Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.
9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB accessible sous le format PDF en fichier unique le tout dans une



enveloppe unique à l'adresse ci-après : *Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'Assemblée Nationale sis dans le bâtiment abritant le PARCPOGE/PNUD, vons de la banque BOA en allant vers Maria Tokpa, 2è immeuble carrelé à droite, bureau situé au 1er étage, Porto-Novo, quartier Houédakomey, au plus tard le 23/05/2024 à 10 heures 00 mn, heure locale (GMT+1). Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire.* Les offres qui ne parviendront pas aux heure et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'ouverture des plis, à l'adresse ci-après *Salle de dépouillement de la Personne responsable des marchés publics de l'Assemblée nationale, dans le bâtiment abritant le PARCPOGE/PNUD à Porto-Novo, vons de la banque BOA en allant vers Maria Tokpa, 2è immeuble carrelé à droite, bureau situé au 1er étage, quartier Houédakomey le 23 Mai 2024 à 10 heures 30 mn heure locale (GMT+1).*

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de :

- ✓ quarante-huit mille (48 000) francs CFA pour le lot 6 ;
- ✓ quarante-huit mille (48 000) francs CFA pour le lot 7 ;
- ✓ quarante-huit mille (48 000) francs CFA pour le lot 8.



En ce qui concerne les micro, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration de garantie suivant le modèle prévu dans les formulaires de la DRP.

12. Les offres seront valides pour une période de trente (30) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des offres indiquée ci-dessus.

13. Les offres doivent être présentées et déposées par lot sous peine de rejet et chaque lot fera objet d'un marché distinct.

Porto-Novo, le 08/05/2024

La Personne Responsable des Marchés Publics de l'Assemblée nationale,



[Handwritten signature]

Damien Fagnon DEDEWANOU